

n°45

BIMESTRIEL

juillet
2005

Lycéens occupés



Gaaarde à vue...
Fixe !

Europe sociale



Au boulot ?

Perpignan



Le feu de quelles
poudres ?

Argentine



Hotel Bauen
autogéré

LES MÉDIAS VEILLENT
DORMEZ CIToyENS



ÇA M'ÉNERVE...

LYCÉE PAPILLON

L'infâme est l'avenir de l'homme

● C'est un principe universel. Une loi incontournable de la physique : la nature a horreur du vide. Quand l'amour, l'intelligence, la générosité (la liberté, l'égalité et la fraternité ?) bref le souci amical et désintéressé du bien-être de son voisin et du bonheur de sa voisine s'est fait la malle, faut pas s'étonner de voir la peur, la méchanceté et la connerie occuper l'espace laissé vacant entre les oreilles. Ça rentre d'autant plus vite que, si ça prend autant de place, c'est moins lourd à porter... Et concentré, ça remplit le nombril, ce nouvel Eldorado à conquérir...

Je ne sais pas trop quand ni comment le machin s'est mis en panne, ni qui l'a mis en panne (et la place manque ici pour tenter l'analyse), mais je suis sûr d'avoir vu ce monde cesser de rêver et se recroqueviller sur sa paranoïa. Je suis sûr aussi que ça a commencé bien avant Ben Laden et Bush, qui n'ont fait qu'élargir un cercle déjà bien vicieux, en rentabilisant à leur profit un fond de commerce déjà solide. Je cite ces deux là par paresse, et parce qu'ils font les choses en grand mais, que nos élites nationales se rassurent, on a les mêmes à la maison...

Tout ça pour dire que, malgré mes sentiments pour les victimes, je ne me sens pas obligé de me déclarer Londonien aujourd'hui, pas plus qu'Américain ou Espagnol hier, ce qui est le premier pas vers ce monde en blanc et noir, où nous sommes sommés de cesser de penser pour commencer à croire. Cette société de la paranoïa mondialisée, à laquelle les "élites" se sont ralliées avec soulagement. Ce monde dans lequel il n'y a plus d'autre effort à faire que de choisir son camp.

Je ne sais pas de quoi est fait un terroriste qui fait de sa vie une arme de destruction massive. Je crains que la réponse ne soit à chercher ni dans la politique ni dans la religion (ce qui, soit dit en passant, rend vain tout guerre contre "le terrorisme") mais dans ce monde sans rêves auxquels veulent nous condamner ceux qui fournissent la ceinture explosive, et ne la porteront jamais, et leurs alter egos de l'axe du bien.

► Ravachefolle

avoir vu ce monde cesser de rêver

Mercredi 20 avril, dix heures, Paris.

Action secrète : rendez-vous gare Saint-Lazare,
amène de quoi courir...



Me voilà. Le temps de chanter quelques chansons cultes, et d'apprendre deux trois slogans locaux. Les personnes au courant de notre destination se mettent à la tête de trois groupes de cent. Il est temps de partir.

Direction métro, ligne 13. A la quatrième station, les groupes s'infiltrèrent le plus discrètement possible, dans la mesure où peut l'être une troupe de lycéens... A partir de là tout s'accélère. La course puis les CRS. Demi-tour. On apprend qu'un des groupes s'est fait matraqué et gazé. C'est reparti ; plan B... alors c'est vrai, à trois minutes près, on aurait pu prendre le Ministère de l'Éducation ? Ça me tue.

Mais on n'a pas le temps de penser. Re-métro, re-course. Entrée dans le sas d'un bâtiment vide; inspection des locaux : personne, seulement certaines pièces habitées par des meubles qui s'empilent jusqu'au plafond. Rapidement, tout le monde se met à l'œuvre. Des meubles en tous genres s'entassent aux portes sous les yeux incrédules du gardien d'immeuble. On évite de rester derrière

les fenêtres parce que soit disant les CRS sont sur les toits. Régulièrement quelqu'un vient nous dire : "ça y est, ils arrivent". On va vérifier mais ce n'est jamais le cas.

Jusqu'à ce que... Le bruit des bottes et des boucliers : indéfinissable.

C'est la panique dans les escaliers. On grimpe à toute allure. On risque de tomber à chaque marche : certains ont vidé des extincteurs pour que les assaillants et leurs crampons soient déstabilisés. Enfin, les toits où on restera près de trois heures. De là on voit tout : les premières arrestations, les 24 cars de CRS, et la masse qui arrive de partout pour scander les slogans : "Ah Fillon si seulement ta mère avait connu l'avortement, on n'aurait pas tous ces emmerdements - Pétain, reviens, t'as oublié tes chiens".

Des CRS se relayent toutes les heures aux portes et fenêtres de tout l'immeuble. Quelqu'un remarque qu'ils cassent des vitres. Au bout de quatre heures et après deux AG, la moitié des gens qui avaient décidé de partir se sont retrouvés dans les fourgons. Il fallait se résoudre à descendre mais le temps passé sur le toit c'est du

Un agréable voyage

temps en moins enfermé. La mine réjouie des CRS nous fait comprendre que cette histoire n'est pas finie...

La foule de nos supporters hurle "libérez nos camarades", contenue comme il se doit par les forces répressives. Certains se jettent devant les fourgons, maîtrisés en moins de deux. Dispersés par groupes de 10 on nous a promenés dans tout Paris de commissariat en commissariat. Après une belle balade sur les Champs Elysée sirène en marche s'il vous plaît !

On nous ouvre pour traverser une haie de CRS qui montre le chemin du commissariat, celui du huitième où je vais passer trente heures.

Motif d'inculpation : détérioration de biens privés et violences sur agent de la force publique. Qui dit garde-à-vue dit fouille au corps, celle-ci s'effectue dans des toilettes défectueuses, pieds nus. Plus de lacets, de ceinture, de soutien-gorge ; pantalons sur les chaussettes et T-shirt en l'air.

La scène d'après : un 4m² gris, deux caméras et un banc. Pas de nourriture autre que ce qu'ils veulent bien nous donner (J'ai appris que l'on pouvait se noyer dans une bouteille d'eau et se tailler les veines avec des chips. Je vous défie d'y arriver). On va dormir là, avec deux couvertures pour huit, on ne rentre pas toutes par terre mais on se serrera. De toutes façons les bruits ambiants (claquement de cellules, discussion de policiers et ronflements), les odeurs (corporelles, nourriture et pisser) et les audiences à répétition rendent le sommeil difficile. Le jour se lève mais

les murs restent aussi gris. Aucune explication sur notre emprisonnement, sans aucune nouvelle de l'extérieur. Chaque seconde dure comme une heure, il n'y a plus rien à faire, les cent pas à trois coincées dans ce commissariat plus glauque que tout. Enfin, trois flics nous emmènent en fourgonnette direction le bureau du procureur. En ligne dans le couloir on n'a pas l'air frais, d'une main le fute qui tombe de l'autre on essaie de se

rassurer, on n'a pas dormi de la nuit, pleuré toute la journée "C'est pas possible, ils ne peuvent pas nous garder". On entre dans ce fameux bureau : "je renouvelle vos 24 heures de garde à vue", c'est le drame. Des cris d'indignation, de vaines protestations, retour dans la cage. Notre dernière espérance, un coup de fil qui définira l'heure de notre libération. Le verdict doit tomber à 19h, mais le temps continue de passer. Ce n'est

qu'aux environs de 22h que j'ai pu retrouver ma famille, mes toilettes, et mon soutien-gorge. Cette histoire s'achève sur 11 procès qui commencent la semaine prochaine, même si la Ligue des Droits de l'Homme est intervenue contre les comparutions immédiates. Ce mouvement a réuni beaucoup de gens, on verra qui sera là pour les soutenir.

► Une rescapée en cavale



motif d'inculpation : détérioration de biens privés et violences sur agent

PAROLES DE LYCÉENNE

De l'usine à l'école

**Dans notre société,
l'éducation telle qu'elle nous
est imposée, est-elle vraiment
une chance ?**

Le réveil sonne. Première humiliation de la journée. Une journée banale et monotone commence : désabusé, fatigué. Démotivé de se rendre dans ce lieu où le savoir qui nous est imposé roule sur les rails du capitalisme.

Ça y est. La soumission est à son poste : ne pas arriver en retard au risque d'avoir des comptes à rendre à une administration toute puissante face à l'immense majorité des élèves qui n'ont pas leur mot à dire. Ne pas se "frotter" au principe de sanction employé à coup de colles, d'avertissements ou de renvois, afin de pouvoir exercer un contrôle entraînant l'acceptation de la soumission. Et c'est plus tard un assujettissement déjà bien incrusté dans nos "petits" cerveaux de jeunes étudiants et de futurs travailleurs, qui fleurira au profit du patron (attention ! excepté les dirigeants de demain).

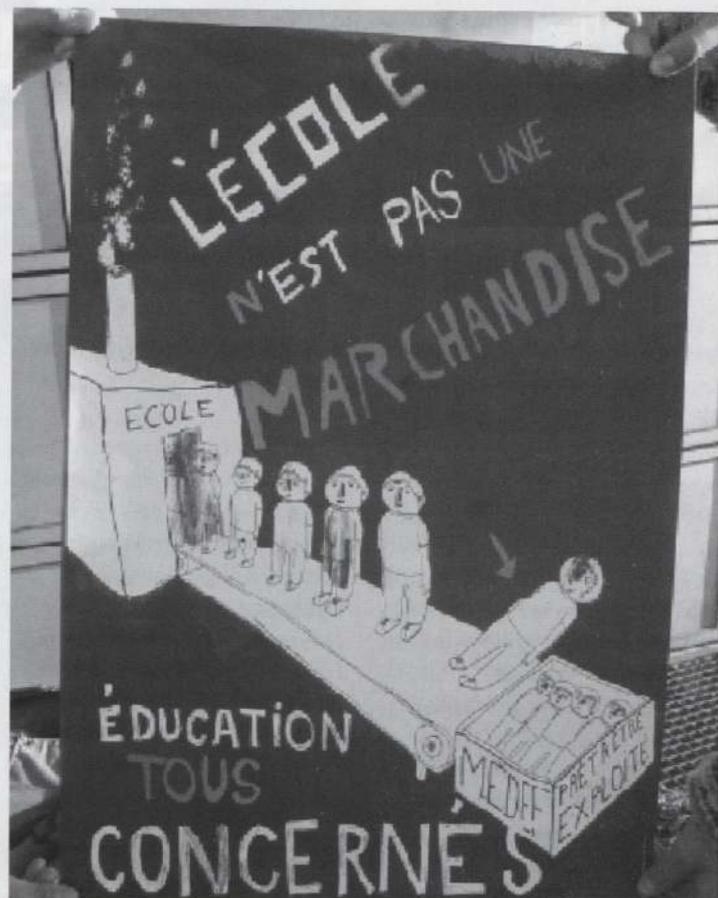
Bref, la sonnerie retentit violemment et maintenant l'élève doit pénétrer dans sa salle de classe. Ceci implique de sa part de s'asseoir bien tranquillement afin d'absorber des préceptes à travers un gavage et une mémorisation incessante qui priment

sur l'éveil naturel de l'enfant et de l'adulte. Ceci, c'est ce qui structure l'école d'aujourd'hui. Cette structure favorise la passivité tout en transmettant encore une fois, le principe de docilité et d'autorité.

Pourtant, rien qu'à l'idée d'apprendre, d'acquérir des connaissances, d'être intéressé et de s'intéresser, de tourner et de retourner des pensées, de méditer, de raisonner : ça donne envie et ça rend curieux - et au lieu de ça, on se dit : "qu'est-ce que j'aimerais être ailleurs !" - pourquoi tant de lassitude ! Cela amène à s'interroger quand au réel but de l'école et de l'enseignement aujourd'hui. Mais faut bien se dire que le lycée est surtout

De l'école à l'usine

là pour nous apprendre une vérité : la sienne. En effet, énormément de moments historiques sont passés sous silence, des moments qui dérangent certains et qui démontrent bien que nous ne vivons pas dans une démocratie qui à la prétention d'avoir comme emblème: "Liberté, Egalité,



Fraternité" alors qu'on pourrait facilement la transformer en "Capitalisme, Rentabilité, Compétition". En gros, les programmes ne sont que le reflet des discours mensongers de l'état. Comment peut-on décider à notre place ce qui est bon pour nous ?

que les inégalités sociales naissent en classant les élèves dans des branches plus ou moins mises en valeurs.

Les conditions d'apprentissage actuelles sont la meilleure manière

"L'école obligatoire, la scolarité prolongée, la course aux diplômes, autant de faux progrès qui consistent à produire des élèves dociles, prêts à consommer des programmes tout faits préparés par les autorités et à obéir aux institutions. A cela, il faut substituer des échanges entre égaux et une véritable éducation qui prépare à la vie dans la vie. qui donne le goût d'inventer et d'expérimenter". Ivan Illich - Une société sans école

l'école est un milieu très quadrillé tout comme le monde du travail et plus généralement comme toute une société. Le fonctionnement n'y est pas démocratique. Par exemple, les délégués qui sont censés donner aux lycéens un pouvoir de décision, n'ont en réalité aucune influence sur la vie de l'établissement, qui est supposé exister pour nous et développer notre esprit individuel mais surtout collectif. On ne prend pas en compte nos vrais désirs, nos attentes... en nous submergeant de travail, en privilégiant la quantité à la qualité, on nous habitue à travailler sans rien dire, en fermant sa gueule. Et c'est dès l'école

de nous écœurer et de nous rebuter de ce système scolaire. Quand ça arrive, on en est exclu mais est-ce vraiment aux élèves à s'adapter au système scolaire et non l'inverse ?

Montrons que nous ne sommes pas dépourvus d'imagination : c'est tout ce qui nous reste pour dénoncer, contester et changer nos conditions d'apprentissage et plus généralement la condition humaine par le principe de responsabilité, d'autogestion et d'insoumission.

> Lutine

milieu très quadrillé tout comme le monde du travail

PEAU DE CHAGRIN

Travail pour la vie ou travail marchandise ?

Le contraire de travail ce n'est pas le chômage,
ce n'est pas l'oisiveté, ni la paresse.

Le travail n'est le contraire de rien ; il serait une richesse en soi, même et surtout s'il n'était pas rétribué, C'est quelque chose que l'homme ferait pour lui-même, au mieux pour l'offrir à la collectivité mais jamais pour laisser un autre en tirer profit contre une rémunération.

Avec l'exploitation on a transformé le travail en emploi, l'activité en salariat, la création en production marchande, jusque dans notre vie la plus intime.

L'emploi est une marchandise, raréfiée par le capital et la technique qui concentrent et s'approprient toujours plus les moyens de production, il s'approprie à son tour nos existences ; la première illusion de l'emploi étant celle d'accepter d'être concurrent tout en déclarant l'égalité. "Créer de l'emploi ! Créer de l'emploi ! Pour survivre... Pour survivre ?" Mais surtout pour s'aliéner, adhérer à la marchandise et pour finir, exploiter l'homme et la nature par l'homme contre la nature.

Avant, ou au lieu de défendre cet emploi là et tout en défendant ceux qui en sont tributaires, il est impératif de casser cette machine, de s'en émanciper, et pour cela redéfi-

nir le travail, ou tout simplement le renommer.

Le travail est partout où l'humain s'accomplit, réalise, crée, ou l'homme laisse une trace aux autres, exprime sa subjectivité. La contemplation, la réflexion, l'oisiveté même en font partie.

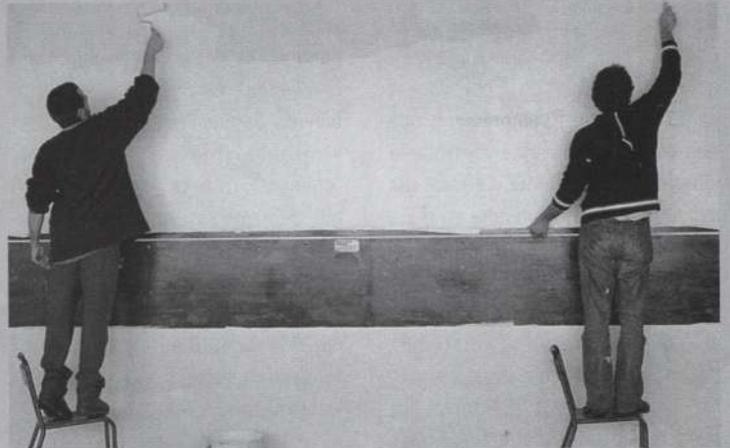
Il est avant tout une activité ancrée dans nos existences.

le travail pour être vécu

Le travail ne doit pas être "pour vivre" mais pour être vécu.

Aujourd'hui, le travail qui nous est imposé et que la population réclame pour sa survie n'a d'autre valeur que celle, abstraite et totalitaire de l'argent. Il faut sortir ce travail là de ses horaires, de son cloisonnement du temps (métro, boulot, dodo), le sortir de sa tyrannique équation "production rétribution consommation", le sortir de son sexisme, le sortir du salariat.

Insensiblement, de progrès en progrès, de pseudo-révolutions en pseudo-révolutions la société de consommation (ou de *consumation*), a conditionné notre contestation et quasiment toute notre existence, au



bonheur illusoire de la marchandise, du confort et d'un consensus social factice, finalité d'un "travail forcé" érigé en valeur suprême ; ceci aucun état, pouvoir politique ou syndical n'a le courage de le remettre en question, encore moins de l'affronter.

"L'avoir" matériel nous éloigne chaque jour de la vie, sa beauté et de la conscience de sa fragilité. L'univers qui nous entoure nous offre quotidiennement le spectacle de son artificialisation travestie en progrès technique.

Elle en est en fait sa négation et sa destruction.

libérez les sardines

De ce chalus de pouvoir et de profit, le "travail emploi" en est la maille plus ou moins serrée suivant les situations. Au centre de la nasse se trouvent les nantis, ceux qui s'y sentent en sécurité, se ménageant leur espace vital ; en périphérie, comprimés, asphyxiés, privés de toutes perspectives et n'ayant plus aucun moyen d'agir ou de s'exprimer, les laissés pour compte, consommables, recyclables, qui seront autant d'exclus donnés en pâture aux requins.

S'y débattre pour s'aménager un espace vital afin de ne pas étouffer (pouvoir d'achat, augmentation de salaire etc.) bien qu'étant une réaction légitime, est en fait une lutte pour la survie au seing même de ce monde marchand, une sous vie, une vie à coté de nous-même.

Cette situation ne nous laisse pas d'autre choix que celui de trancher dans le vif. Qu'importe l'âge et la couleur du chalutier : "Libérez les sardines et y'aura plus de mareyeurs !!"

Renversons les valeurs. Revendiquons la simplicité, voire la pauvreté, pour combattre la misère et quand nous aurons moins peur du vide, nous remplacerons le mot précarité par celui de subsistance, c'est-à-dire abondance, de temps, d'humanité, de découverte, de contemplation, d'amour, bref de relations sociales enfin libérées de la tyrannie du travail.

Alors nous comprendrons que les réels moments de vie sont en fait de tels moments et qu'il ne tient qu'à nous de les rendre quotidiens.

> **Didier Leboeuf**



conditionné toute notre existence au bonheur illusoire de la marchandise

Se réappropriier l'économique

Les forces politiques, partis et organisations diverses pataugent dans l'approximatif et finalement le démagogique à propos de la société nouvelle à construire.

Celles et ceux qui font le constat que "tout va mal", que "ça ne peut plus durer" et qu'il "faut que ça change", qui font profession de la politique et de ses promesses, s'empressent, une fois arrivés au pouvoir à continuer à gérer le même système. Ce sont eux qui sont entraînés de prendre en main la "victoire du NON".

L'après référendum sur l'Europe reproduit bien évidemment ce schéma stérile, encouragé en cela par les intérêts des formations politiques qui confisquent tout débat et les médias qui ne savent que transmettre et reproduire le spectacle affligeant de la politique.

La montagne électorale est en train d'accoucher d'une souris historique.

Que faire du "non" ?

Si nous attendons une réponse de la part des partis politiques et organisations plus ou moins officiellement affiliées nous risquons d'être déçus. Pourquoi ? Mais simplement parce

qu'ils n'ont pas de réponse qui corresponde à la situation. Simplement parce qu'ils ont des préoccupations totalement étrangères à nos problèmes. Simplement parce que leur véritable objectif n'est pas de "changer", mais de "gérer". En effet, que peuvent-ils proposer, que proposent-ils ?

- le PS : dénoncer le gouvernement (c'est pas original !) et préparer 2007. Les OUI et les NON du parti sont en fait d'accord là-dessus, seules les ambitions divergent.

- le PCF : organiser des débats, des assemblées, des rencontres... pour quoi faire ? Ben voyons, des accords pour présenter une "nouvelle gauche" qui "ira unie aux prochaines élections"...

- la LCR : lutter (on ne voit pas trop dans quelle perspective à court terme), mais surtout apparaître, face au PC, comme un moteur d'une "nouvelle gauche"... et c'est reparti pour un tour...

- passons sur les organisations fossilisées et/ou croupions (LO, MDC et Radicaux).

En attendant on se bouscule sur les plateaux de télévision, on se donne en spectacle, on "marque des points" médiatiques, on se place pour la suite.

Autrement dit rien de nouveau... On attend les prochaines élections en s'agitant en vue de s'y présenter dans les meilleures conditions pour avoir le plus d'élu-e-s... Pour faire quoi ? On connaît la musique.

Pendant ce temps les affaires européennes continuent, les profits s'accumulent ainsi que les licenciements, fermetures d'entreprises et délocalisations, les services publics sont lentement grignotés, la protection sociale se marchandise. Rien ne change, tout continue, dans les faits, comme avant.

On amuse le peuple par des spectacles médiatico-politiques en attendant le bouquet final : 2007, seule échéance qui intéresse tout ce petit monde de la politique.

La démission citoyenne c'est cela : accepter et se contenter de ce

spectacle affligeant de la médiocrité politique, des entretiens, mêmes plus comiques, d'une classe politique coupée de la réalité sociale, en partie corrompue, sans imagination et uniquement préoccupée par sa survie.

Mais que peut-on faire ?

Raisonnons par l'absurde (mais pas de manière absurde).

S'il est impossible de faire autre chose, alors restons en là. Arrêtons de jouer aux citoyens, aux hommes et femmes responsables de nos destins. Arrêtons de nous donner l'illusion de servir à quelque chose. Arrêtons de nous donner l'illusion de choisir des hommes et femmes capables de résoudre les problèmes de notre société... puisque nous savons depuis longtemps qu'ils ne changeront rien. Acceptons que l'Histoire s'arrête, ou plutôt qu'elle soit faite par des "spécialistes".

Si au contraire une solution de changement existe, elle ne réside certainement pas dans cette manière de poser le problème, dans la manière dont nous fonctionnons depuis des décennies. Ce n'est pas en choisissant périodiquement quelques marionnettes politiques que les choses peuvent changer... On sait trop ce que ça donne.

Alors ?

Alors, si le changement ne peut pas venir d'en haut, de l'Etat, il doit venir d'en bas, de la société civile, des relations sociales que nous vivons tous les jours, de l'organisation économique dans laquelle nous évoluons. Si un monde nouveau est souhaitable, possible, c'est là qu'il va falloir le créer. Pas d'autres, nous et pas ailleurs, ici. Autrement dit il va nous falloir réinvestir l'économique et le social et non plus se couler dans les



on est là dans l'essentiel

et le social

rapports marchands qui nous sont imposés.

Comment ?

En prenant des initiatives, en organisant des circuits courts, des structures alternatives, en rapprochant producteurs et consommateurs, en organisant la vente directe, en court-circuitant les liaisons marchandes d'abord dans des secteurs où cela est possible (par exemple l'agriculture pour commencer), puis en élargissant les possibilités, ainsi nous mettons concrètement en échec l'organisation aberrante des circuits marchands dominants.¹

C'est en pratiquant, en organisant, en imposant contre le système dominant et en défendant ce fonctionnement que nous pourrions collectivement montrer que ce à quoi on aspire est possible, souhaitable et même indispensable. C'est à cette condition que nous convainçons le plus grand nombre. Alors le rapport de force tournera en notre faveur.

Certes nous ne ferons pas tout d'un coup, nous aurons des succès et des échecs, des avancées et des reculs, mais nous aurons un objectif, une stratégie et une pratique concrète de changement. Les politiciens ne nous ferons plus de promesses ; c'est nous qui nous les ferons, pour nous, et l'on en sera responsable.

Ainsi on se rapprochera ce qui nous est confisqué : notre vie quotidienne. Le social sera directement connecté aux conditions économiques que nous créerons.

Le combat essentiel

C'est le combat essentiel que nous devons mener et celui là aucun bureaucrate ne le mènera à notre place.

C'est un combat difficile au cours duquel nous aurons contre nous les possédants, les bureaucrates, les profiteurs, les politiciens (certains essayeront de récupérer à leur profit les réalisations), les parasites multiples qui peuplent la société marchande (ils se reconnaîtront). C'est pourtant le seul combat qui puisse nous sortir de la gangue sociale dans laquelle nous croupons et qui conduit la planète au désastre.

On est bien loin des programmes et autres stratégies dérisoires et mystificatrices des partis politiques, même ceux qui se disent progressistes, voire "révolutionnaires" (?). On est là dans l'essentiel, au cœur de ce qui constitue et qui a toujours constitué dans l'Histoire, le progrès de la condition humaine, au cœur de la pratique sociale, de ce qui en constitue le fondement.

On est bien loin des élections et de ce qu'elles signifient réellement : l'ambition des politiciens et de leurs clans.

Utopie! crieront les possédants et les politiciens... Bien évidemment, pour eux, comme ça a toujours été le cas dans l'Histoire, il leur est insupportable de concevoir le fonctionnement de la société sans eux pour la guider et en profiter. C'est pourtant par la réalisation de telles "utopies" que l'Histoire a avancé.

> **Patrick Mignard**

1 - Voir à ce sujet les articles "Transition", "Dualité sociale/Dualité de pouvoir", "Sur les structures alternatives"

EUROPE DÉMOCRATIQUE

Nous n'avons pas voté à gauche

“ Je fais partie de ceux qui ont voté non. Pour se compter je crois, en regrettant qu'on ne nous ait pas posé oui ou merde, plutôt. En n'en faisant pas toute une histoire, non plus : j'ai mis un bout de papier dans une urne, pour la première fois depuis bien longtemps, comme beaucoup d'autres. Cette petite minute, je la ramène à ce qu'elle est : un tout petit acte comparé aux occupations d'assédic, aux actions de solidarité et d'entraide qui font mon quotidien politique. Il y avait écrit non et simplement non sur ce petit bout de papier : il n'y avait pas écrit non de gauche, non lcr, non copernic.

Il n'y avait pas écrit : "j'ai envie de voir un gouvernement de gauche ou d'extrême gauche en 2007".

Il n'y avait pas écrit non plus : "j'excuse les adjoints Verts de Paris qui votent non, de laisser les mal-logés crever, ou j'autorise Claire Villiers à parler à la place des chômeurs".

Il n'y avait pas écrit : "j'oublie la loi Chevènement et les sans-papiers expulsés, j'oublie le PARE, j'oublie les communistes de la Courneuve qui expulsent les mal-logés des 4000".

Ma foi, il aurait fallu être naïf pour croire que de Buffet à Mélenchon en passant par Besancenot, un seul ne tenterait pas de s'approprier des millions de petits bouts de papiers.

Gardez les, camarades, vous n'aviez pas à Bastille les gens qui les ont mis dans les urnes. Pauvre Marie-Georges qui n'a même pas compris que tutoyer Jack Lang sur France 2 la rapprochait à nos yeux encore un peu plus de cette triste clique qui nous opprime à tour de rôle.

Pauvre petit facteur qui répète mot pour mot la même déclaration et la même blague sur deux chaînes à un quart d'heure d'intervalle, qui n'a même pas encore compris que nous zappons sans cesse, aucune envie d'écouter la logorrhée jusqu'au bout, juste le plaisir de se payer les visages dévastés d'un Hollande ou d'un PPDA.

Etiez-vous vraiment heureux ce soir là, ou vous doutez-vous déjà que non on ne repart pas encore comme en 40, vous avez déjà tout essayé, la gauche plurielle, la gauche durable, la gauche cent pour cent à gauche, la gauche citoyenne, la populaire, l'anti-libérale, l'écologiste, la réaliste.

Alors allez-y pour une nouvelle pantomime devant un public restreint, mais enfin, et pour les fatigués, tournez la tête et regardez les lycéens lutter, ça rafraîchit.

> **une chômeuse qui a voté non - <http://paris.indymedia.org/>**

Notre NON nous appartient ! Merci, Chômeuse en lutte, pour ce NON étouffé par les média. Ta réflexion, juste et anonyme, ne profite à personne, ce qui gêne en ces périodes de récupération post-électorales !

La Gauche du OUI ou du NON ne supporte que le replâtrage, quelqu'en soient les qualificatifs : bon teint, nouvelle, communiste, "révolutionnaire", "alternative" ou même libertaire.

Elle nous englué dans des schémas institutionnels dépassés, canalise nos révoltes et finalement nous divise. Etymologiquement, la gauche se résume à sa position géographique dans l'hémicycle de la "démocratie" bourgeoise. Sa principale fonction est d'équilibrer les forces politiques acceptant l'ordre bourgeois et capitaliste. Autant dire que la marge de manœuvre est limitée pour changer radicalement la société. Tout le reste relève de la communication et l'enrobage médiatique.

Il n'y a pas de NON "de gauche", parce que la gauche est incluse dans ce NON, au même titre que la droite.

il y avait écrit non et simplement non

FOUET CATALAN

Émeutes de Perpignan

la police court toujours

Le 28 mai 2005, la marche en l'honneur de Mohamed Bey-Bachir a réuni environ quatre mille personnes dans Perpignan. Contrairement aux souhaits du collectif organisateur, le défilé n'a pas été silencieux.

Un slogan a été scandé dès le départ, en arabe : "Lâ ilâh ila Allah, Muhammad rassul Allah". Quand j'ai demandé à un manifestant ce qu'il voulait dire, il m'a répondu que c'était une phrase du Coran. Plus tard, j'ai pu lire la traduction française : "Il n'y a de Dieu que Dieu et Mohamed est son Prophète". A côté de moi, un fillette voilée a alors lancé un timide : "Allah Akbar !" Puis elle a souri, comme si elle était gênée ou surprise de son audace.

Partout le visage de Mohamed sur des pancartes ou des tee-shirts. Des draps aussi sur lesquels sont inscrits "Plus jamais ça" ou "Non à la violence". Devant moi, quelques drapeaux algériens. Tout autour, des hommes en vert nous encadrent. L'escorte. Le service d'ordre. Il sont là pour empêcher les dérapages et tenir les gens groupés.

Les flics. Ils sont près de 400. Certains CRS sont en position de charge : casqués, boucliers sur le côté, mains sur la matraque. Ils attendent. C'est que les médias ont prévu un défilé "sous haute tension". Les bagnoles ont été dégagées du trajet de la manif, les commerces ont baissé leurs stores. Ça me rappelle ma dernière grosse manif à Evian contre le G8.

Je suis arrivé à la place Cassanyes, lieu de départ de la marche, vers 14h00, avec Boumediène, le porte-

parole des sans-papiers de Perpignan; un millier de personnes étaient déjà là, massées. On devait être une dizaine de Blancs et parmi eux, une poignée de militants que je connaissais. Des CRS bloquaient les accès à la place du Puig (quartier gitan) et la rue Lluçia (rue où a eu lieu le crime). J'étais franchement pas à l'aise. Non pas à cause d'un quelconque sentiment de peur ou d'hostilité que j'aurais pu ressentir à mon égard. Mais plutôt parce que je me trouvais en dehors des rails de ma militance libertaire. Mohamed Bey-Bachir n'avait pas été tué par un flic lors d'un contrôle d'identité, ni par des colleurs d'affiches du FN mais par un groupe de Gitans. Les pauvres contre les pauvres.

La sœur de Mohamed Bey-Bachir a pris le micro et a parlé, la voix étranglée par les sanglots et la colère. Tristesse devant ce frère qu'elle venait de perdre. Colère face à cet acte barbare sans précédent. Colère aussi contre ceux qui ont laissé faire. "Les lâches", elle a dit. Pendant ce temps, j'en étais à me dire que si tous ces Arabes étaient présents pour les manif de sans papiers, la lutte aurait pris un autre tournant. Décalé, je vous dis. Puis le frère de Mohamed a pris la parole. Il a dit une chose que je n'ai comprise que plus tard. Il a dit que si les Gitans avaient des armes, eux aussi en avaient : la carte électorale.

La marche est rapide, au grand dam du service d'ordre qui est obligé de courir après les manifestants pour les encadrer efficacement. Les hommes en verts, dégoulinant de sueur, essaient de calmer le jeu. On a le temps ! Vous allez trop vite ! Au bout d'un moment, je prends le large. J'ai besoin d'air. Je prends des photos. Je me sens con et voyeur. Les slogans changent de ton et se francisent : "Alduy démission ! Alduy assassin ! Les Gitans assassins !". Le cortège s'arrête devant la préfecture. A une centaine de mètres, les CRS sont sur les crocs. Les journalistes s'agitent comme des hyènes. Certains des organisateurs prennent le micro et remercient ceux qui sont venus condamner la violence et exiger que justice soit faite. La délégation composée de membres de la famille et du collectif est reçue à la préfecture par le préfet et le maire. Elle remettra une motion comprenant leurs revendications. A quelques mètres de moi, un jeune homme harangue la foule. Il transpire la colère. Mohamed, il le connaissait. C'était un ami. Ce n'est pas la première victime des Gitans mais la quatrième. Il énumère les noms des autres victimes. Maintenant y'en a marre ! Chacune de ses invectives est saluée par la foule. Les hommes en vert essaient de la faire taire. Mais lui de les rassurer et de s'adresser à la foule : "Eh les gars ! Faut pas casser les magasins ! C'est pas ça que je dis ! Notre ennemi aujourd'hui c'est pas

la police, c'est pas les magasins ! Nos ennemis on sait où ils vivent ! (il montre du doigt une direction) On sait qui ils sont ! C'est les Gitans !" Je me casse.

Le lendemain, en début de soirée, Driss Ghaïb est froidement assassiné devant chez lui, rue Dugommier, quartier Saint Mathieu. A 20h00, les premières voitures sont renversées rue Foch. Avant d'être brûlées. Des vitrines sont explosées, de la marchandise volée, des poubelles incendiées. La flicaille déjà sur le pied de guerre intervient rapidement. Le face à face entre "bandes de casseurs" et "forces de l'ordre" va durer plusieurs heures. Les très médiatiques "violences urbaines" font rentrer Perpignan dans la cour des grandes métropoles (Paris, Marseille, Lyon) avant la tant attendue ligne TGV. Y'a plus de justice sauf pour les casseurs : interpellation, comparution directe, prison ferme. ¹

Le communautarisme en question

Dès le départ, le ton est donné. Nous sommes face à deux communautés. Deux blocs. Les médias vont s'en donner à cœur joie : "tensions entre Arabes et Gitans", "face à face intercommunautaire", "conflit interethnique", "communautés de Perpignan entre haine et désespoir". Dans cet îlot de misère, de chômage (plus des

colère aussi contre ceux qui ont laissé faire

2/3 des habitants de St Jacques seraient sans emploi), de promiscuité, d'insalubrité qu'est le quartier Saint Jacques, les populations maghrébines et gitanes ne pourraient tout d'un coup plus se souffrir en peinture.

Face aux caricatures médiatiques, aux raccourcis sociologiques, certains décident de se faire entendre. Amirouche Laïdi du Club Averroès (association qui défend l'image des minorités dans les médias) dénonce un "communautarisme à l'envers" opéré par les médias et considère qu' "assigner des populations à leur seule origine ethnique constitue un délit de discrimination". Muriel Brandily, journaliste, dans un texte publié sur Acrimed écrit : "Quant à présenter comme des Français, comme ils le sont vraisemblablement, la plupart des protagonistes du conflit, mieux vaut ne pas y compter ! Ils SONT arabes et/ou maghrébins ou gitans. Leur origine est devenue leur essence". Même si l'auteur nous apprend que les "gitans" sont sédentarisés et qu'ils cohabitent depuis cinquante ans (!) avec ceux que le journaliste appelle "les Arabes". Saïd Bekhti, directeur artistique du Théâtre de la Complicité, est cité dans Libération : "Evoquer l'existence de communautés gitane et maghrébine est pratique pour les racistes : c'est le prétexte pour se laver les mains de tout ce qui peut se passer dans les quartiers populaires."

Lors d'une réunion très officielle entre organisations politiques, associations et individus, beaucoup de prises de parole vont aller en ce sens. On se met d'accord avant tout pour ne pas parler de communautés et gare aux contrevenants ! Sauf que le terme échappe à tout le monde, il revient dans la gueule des intervenants comme un insidieux boomerang, du coup on hésite, on cherche l'équivalent, on parle de population, d'individus. Pour les tenants de l'intégration républicaine, pour un pays qui pratique (pratiquait ?) le droit du sol, reconnaître l'émergence de phénomènes communautaires n'est-il pas un aveu d'échec sociétal ? Un lecteur de

la Semaine du Roussillon écrira : "Il y a de quoi se demander quel genre de politique a, depuis une quinzaine d'années, tout intérêt à imposer la notion de communauté. Qui a intérêt à ce que les droits de l'homme, égalitaires et fraternels, soient supplantés par d'autres droits ? et lesquels ? Ceux du sang ? Ceux des religions ? Ceux du plus fort ? Ceux du plus riche ?" La survivance communautaire antithèse de l'égalité républicaine ? Sur le papier pourquoi pas, dans les faits, la nuance est plus que de rigueur.

Il apparaît évident que les médias portent un lourd tribut dans la couverture et la présentation désastreuses des violences. La course au sensationnalisme, au scoop toujours, oblige à un traitement en temps réel de l'information, à une vision tellement caricaturale des faits qu'elle en obère toute analyse de fond, toute mise en perspective et conduit à des dérapages. Exemple (et non des moindres) : moins de deux heures après l'assassinat de Driss Ghaïb, France Inter informe : des Gitans a bord d'une voiture ont fait feu sur un homme d'origine marocaine avant de prendre la fuite. D'où tiennent-ils l'info ? Une semaine après le meurtre, aucun indice sur l'identité du tueur (identité étant ici malheureusement confondue avec origine ethnique) ou le mobile n'a filtré de l'enquête. S'agit-il d'un règlement de compte ? d'une sombre provocation ? Tout au long de cette dizaine de jours de vio-

lence, les médias vont donner l'impression de couvrir une véritable guérilla urbaine² : photos chocs montrant une ville en état de siège, brasiers, barricades, ombres (de jeunes) menaçantes, policiers en tenue de combat, titres aux superlatifs guerriers, emphase alarmiste. A la lecture des différents articles, on a l'impression que la quiétude catalane s'est trouvée mise à mal par une explosion de violence qui a surpris tout son beau monde par sa soudaineté et sa violence (avant tout allait bien, avant tout était calme, même le procureur de Perpignan faisait ses courses au marché St Jacques le jour du meurtre de Mohamed !). Certains parlent même "d'irrationalité de cette violence.

La présentation "communautaire" des deux "camps" en présence m'a rappelé la couverture des conflits africains. L'Afrique, c'est tribal nous dit-on en substance. Voilà qui coupe court à toute analyse de fond. Or pour qui connaît quelque peu l'histoire coloniale, les réseaux maffieux de la Françafrique et les effets dévastateurs de la mondialisation capitaliste, ces truismes ne sont que des sophismes grossiers destinés à maintenir dans l'ombre les tireurs de ficelles. Pour en revenir au séisme qui a secoué le microcosme catalan, je considère que la référence communautaire n'est pas une invention des médias même s'ils lui fournissent une insidieuse caisse de résonance. La communautarisa-

tion existe et je la comprends comme le réflexe d'un groupe humain en totale dérégulation, placé depuis trop longtemps dans un environnement hostile.

Car de quelle communautarisation parle-t-on ? D'une communautarisation pleinement consentie ou plutôt subie ? D'une communautarisation touchant l'ensemble des individus d'une même origine ethnique ou seulement sa frange la plus paupérisée, décultivée et désocialisée ? Qu'est-ce que ce phénomène de communautarisation sinon la recherche de l'unique dénominateur commun (souvent culturel) d'une population qui ne se sent ni d'ici, ni de là-bas ? Considérons donc le phénomène comme subi par les individus. Subi en raison de leurs conditions de (sur)vie, subi en raison d'un environnement qui, quand il ne leur est pas totalement étranger (quelle scolarité pour les enfants Gitans ? quels emplois pour les jeunes d'origine maghrébine ? quels logements ? quelle culture ?) leur est franchement hostile, subi en raison d'une géopolitique planétaire qui fait de tout arabo-musulman (et assimilé) un émissaire de l'axe du mal. Localement, Perpignan n'a jamais été une ville où il fait bon vivre (quelle ville, d'ailleurs, pourrait se targuer d'une telle auréole ?). Perpignan est une ville où le Front National flirte régulièrement avec 30% de voix à chaque élection et où taux de chômage et de



FOUET CATALAN

RMI sont flamboyants. Perpignan est un fief bourgeois avec une bonne communauté de Pieds-noirs, un gros bourg de droite et régionaliste, gérontophile donc allergique à sa jeunesse. Dans l'autre soucoupe de la balance, travailleurs sociaux, associations et militants politiques dégagent une énergie considérable pour pallier les carences et gabegies des pouvoirs locaux connus pour leur affairisme et leur clientélisme en tout genre.

Les "Noy"

Pour mieux cerner le climat perpignanais, il me semble important de dire quelques mots du racisme anti-gitans. Les Gitans, présents à Perpignan depuis environ six siècles, sont installés dans deux zones différentes, le quartier du vieux centre-ville qui jouxte la Place du Puig et le Vernet, quartier nord de la ville. Ils seraient peut-être un peu moins de 4000 à vivre dans le cœur de Perpignan. Le racisme anti-gitans a ceci de particulier qu'il est un mélange de haine et de fascination. Depuis mon arrivée à Perpignan, j'ai entendu toutes sortes d'histoires courir à leur sujet : ils auraient démonté la tuyauterie de leur domicile pour revendre le cuivre, ils deviendraient gros exprès pour toucher des primes d'obésité, ils seraient impliqués dans un immense trafic de drogue, la police ne rentrerait pas dans leurs quartiers sans y être invitée et, rumeur plus répandue que les autres, ils recevraient des cadeaux (machines à laver, trottinettes, scooters, etc.) de la municipalité en échange de leur voix électorales. Une collusion lierait donc cette communauté avec les édiles locaux. De là à en faire un groupe ethnique protégé et gavé de passe-droits par la municipalité, il n'y a qu'un pas que la rumeur, grosse et grasse comme le boudin catalan, a permis de franchir. C'est qu'en plus, au lieu d'afficher profil bas, certains parmi ces nantis ont l'audace de narguer les bonnes gens en roulant en Mercedes ou bien en se trimbalant dans des costards flambant

neufs. D'où tirent-ils l'argent sinon de vols ou de trafics ? Vous n'allez pas me dire que c'est avec le RMI qu'on peut se payer... ? Si ?

Les Gitans seraient donc une nébuleuse, une communauté humaine endogame et impénétrable des "payous" obligés de bosser, de payer leurs factures et de conduire des guimbardes d'occase. Quotidien dont seraient affranchis les "Noy".

Que, dans toutes les rumeurs qui circulent à leur sujet, certaines soient fondées, pourquoi pas ? Si les pauvres, de quelque origine qu'ils soient, s'étaient toujours contentés des œuvres caritatives et des subsides étatiques pour survivre, ça se saurait. Alors oui, une certaine économie parallèle, illégale voire violente doit être l'œuvre de certains ressortissants de la communauté gitane. Est-ce pour autant qu'il faille en faire une généralité ? Est-ce pour autant qu'il faille réduire la communauté gitane à cela ? N'y a-t-il pas, aussi, la survivance d'une certaine culture gitane intéressante à partager ? Une histoire sur plusieurs siècles du nomadisme tzigane à étudier depuis l'Inde jusqu'aux terres d'Andalousie ? Une responsabilité criante et manifeste des autorités françaises dans leur sédentarisation forcée qu'il conviendrait de dénoncer ? Une explication rationnelle à leur exclusion totale de la vie économique, sociale et politique de Perpignan ?

Le feu de quelles poudres ?

La question qui revient alors c'est pourquoi et comment cette soudaine montée de violence entre Arabes et Gitans à Perpignan. La mort de Mohamed Bey-Bachir a-t-elle été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de tensions sous-jacentes ? Jean-Claude Olive, sociologue, parle de "cohabitation structurée" à Saint Jacques, de partage du territoire entre échoppes arabes et gitanes. Boumediene, porte-parole du collectif des sans-papiers, m'a affirmé lui aussi qu'il n'y avait pas de réels pro-



blèmes si ce n'est certaines tensions occasionnelles. N'en reste pas moins que la misère, l'insalubrité, la promiscuité et l'exclusion endémiques ne sont pas pour favoriser des relations de bon voisinage (n'en déplaise au hasard calendaire qui a placé la "fête des voisins" un 31 mai). A ce sujet, un ami m'a raconté avoir rencontré plusieurs Gitans avant les violences qui lui auraient confié leur souhait de partir, "les Arabes prenant trop de place".

Dans quelle mesure, les circonstances de la mort de Mohamed Bey-Bachir permettent-elles de nous éclairer sur ce soudain accès de violence ? Mohamed Bey-Bachir est mort, lynché par un groupe de Gitans dans un café, le "Jama el Fana", le dimanche 22 mai, jour de marché à la place Casanyes. La plupart des versions journalistiques s'accordent sur le fait qu'à l'origine du différend entre les deux hommes, Mohamed a surpris "Ketchup", un adolescent d'origine gitane, en train de lui voler son autoradio, suite à quoi une vive altercation aurait opposé les deux hommes. "Ketchup" aurait cassé la lunette

arrière de la voiture de Mohamed avec une pierre avant d'aller chercher ses cousins. La suite est plus floue : Mohamed serait parti avant de revenir (armé d'un cutter ?). Il serait tombé sur le groupe de Gitans, en aurait blessé un en essayant de se défendre, aurait couru et cherché refuge dans un café. A l'origine donc, un malheureux fait divers qui aurait pu arriver à n'importe qui.

Cette version des faits sera retenue par le préfet des Pyrénées Orientales à défaut de la thèse d'un règlement de compte entre petits dealers. Mais l'important n'est pas là me semble-t-il. L'important est que Mohamed n'est pas mort dans une ruelle sombre, à trois heures du matin mais en plein jour, à une heure d'affluence importante, en plein quartier arabe. Les témoins directs du meurtre (qu'il ne s'agit pas ici de juger) appartenaient en majorité à la communauté maghrébine. Qu'ils aient pu ou non intervenir, là n'est pas le propos mais le fait est que Mohamed Bey-Bachir est mort, battu à mort, aux milieux de "ses frères et sœurs" comme dira un des organisateurs de la marche. Rappelons les propos de la sœur de la

un malheureux fait divers qui aurait pu arriver à n'importe qui

victime qui après avoir fustigé la violence sans nom des assassins de son frère, ne s'en est pas moins pris aux "lâches", témoins passifs du crime. Rappelons les propos du frère de Mohamed, M'Hamed : "Personne n'a bougé, c'était plein de monde, mais ils ont tous peur des Gitans. On va porter plainte contre tous les commerçants". La colère, chez certains, était à ce moment-là double, on pourrait dire (non sans provocation) : intra et extra communautaire. Ce double sentiment, je l'ai ressenti chez d'autres. Chez cette personne par exemple qui justifiera sa présence à la marche en disant : "Je suis là aussi parce que j'ai honte qu'aucun d'entre nous ne soit venu en aide à Mohamed, alors qu'il y avait plein d'Arabes autour". Comment avons-nous pu laisser faire ? Comment avons-nous pu le laisser massacrer dans notre propre quartier ? La mobilisation de la communauté maghrébine se comprend aussi par la barbarie particulière du crime qui n'a pu que choquer et se diffuser comme une traînée de poudre dans la foule avoisinante. La colère et la honte face à une insupportable passivité n'ont pas été pour rien dans ce que l'on pourrait appeler un réveil communautaire. Comme si avec ce drame, les choses étaient allées trop loin. On comprend mieux à partir de là, la volonté de certains de vouloir redorer le blason (existant ou non) de la communauté arabe, réaffirmer, reconquérir aux yeux du monde un minimum de cette dignité mille fois souillée et stigmatisée.

Comment et pourquoi, à partir du drame, l'ensemble de la communauté gitane a-t-elle été prise à partie ? Boumediene m'a donné son interprétation : le fait que Mohamed Bey-Bachir ait été tué par un groupe de Gitans a dû jouer dans l'amalgame avec l'ensemble de la communauté. Si des rixes avaient déjà pris à partie les deux communautés, elles n'opposaient le plus souvent que deux individus. Ici c'est différent : les assaillants étaient nombreux. C'est à plusieurs qu'ils ont poursuivi Mohamed Bey-Bachir jusque dans le

café et l'ont bastonné mortellement. Ce n'est pas un Gitan qui a tué un Arabe mais "des" Gitans. L'agression étant collective, la réponse ne pouvait que l'être. Et se diriger non plus sur le groupe de Gitans identifiés comme étant les auteurs du crime mais sur "les" Gitans, pris en tant que communauté responsable et coupable. L'estime dont jouissent les Gitans étant bien connue, tout a rejailli : "Ici, les Gitans n'ont pas peur de la police, c'est la police qui a peur d'eux. Il y a quatre ans, ils ont tué avec une hache un Algérien. Le gitane qui a fait ça, il est déjà dehors !" déclarera un membre de la communauté maghrébine. Fantasme de la communauté favorisée, courtisée, amnistiée de ses innombrables larcins et crimes. Sentiment d'injustice aussi. C'est donc en toute logique que s'en est suivie une condamnation ferme de la politique "criminogène" du maire de Perpignan directement impliqué dans le protectorat Gitan, accusé d'entretenir et de couvrir la communauté gitane afin de conserver son siège de premier magistrat de la ville. Ici s'éclaire la référence à l'arme de la carte électorale. Nos voix ne sont pas à vendre. Nous ne sommes pas à vendre. Mieux : nous avons encore notre dignité et nous en avons marre d'être les dindons de la farce, les éternels boucs émissaires de tout ce qui va mal en France. Les pigeons qu'on vient tirer jusque dans leurs cages avec la bénédiction de la justice française.

Leçons d'une insécurité

La motion remise au préfet et au maire de Perpignan à l'issue de la marche en la mémoire de Mohamed Bey-Bachir comprenait la phrase suivante : "Ces quartiers déshérités sont les premières victimes de l'insécurité. Les institutions chargées de l'ordre public y sont souvent absentes. Il est aujourd'hui nécessaire de rappeler que la République est garante de la sécurité de tous ses citoyens". Juste avant, rappelons la principale banderole du défilé qui réclamait : "Liberté - Sécurité - Fraternité".

Lors d'une réunion, un membre de la communauté maghrébine réclamera, quelques jours après les émeutes, l'ouverture du commissariat de police de la place Cassanyes le samedi et le dimanche et un renfort des effectifs policiers. Il fustigera les policiers tout juste bons à coller des contraventions aux voitures mal stationnées. Au niveau national, Malek Boutih, secrétaire national du PS déclarera, suite aux violences de Perpignan : "Le simple fait d'être d'origine maghrébine peut mettre votre intégrité physique, voire votre vie, en danger. Des mesures fortes de la population [sic] doivent être décidées".

Du côté de la communauté gitane, la peur a poussé un grand nombre de ses membres à l'exil. Et ceux qui sont restés, vivent terrés. "On vit dans la peur. Les Arabes nous ont pris en otages. Mes enfants sont traumatisés, ils ne dorment plus et ne vont plus à l'école" témoignera l'un d'eux. Effectivement, plusieurs professeurs des écoles confirmeront, à la date du 3 juin, qu'aucun enfant Gitan n'est revenu à l'école.

Il est intéressant de noter comment ces classes dites "dangereuses", ces jeunes issus de l'immigration mille fois portraiturés par l'épilepsie médiatique, ces voleurs de Gitans mille fois conchiés par nos honnêtes commerçants, ces minorités qui ont toujours contourné avec arrogance les justes règles du vivre ensemble de la République, réclament à leur tour plus de police et plus de moyens pour ladite police. Effrayant de constater comment la glaire sécuritaire à traversé tous les tissus de notre société en reléguant dans un placard "has been" les revendications relatives à la justice sociale au profit de la justice pénale. N'en reste pas moins que pour une première fois à Perpignan, les habitants de ces quartiers dits "sensibles" ont exprimé sur le devant de la scène leurs propres peurs et attentes. Et voilà qu'elles ne sont pas tant éloignées que celles du Français lambda.

Lors d'une discussion avec un respectable électeur de gauche, celui-

ci me déclara que chez ces gens-là (les Gitans et les Arabes) la violence faisait partie de leur quotidien. Que pour eux, la violence était normale, liée à leur mode de vie. La mort violente et précoce n'est-elle pas le lot des voleurs et des trafiquants ? Un lecteur de la Semaine du Roussillon écrira : "Pourquoi ne pas avoir dit, de suite, que le jeune beur assassiné sauvagement était connu des services de police et avait déjà été arrêté pour trafic de drogue ? Pourquoi avoir publié en long et en large le casier judiciaire des Gitans et pas celui du beur ? Cela aurait aussitôt désamorcé les manifestations violentes qui ont suivi. La solidarité n'aurait pas été la même". La solidarité n'aurait pas été la même si Mohamed Bey-Bachir avait été roué à mort suite à une embrouille liée à un trafic de shit. Au fond, combien sont-ils à penser qu'il n'aurait eu que ce qu'il mérite ?

Les Français ont peur des Arabes. Les Français ont peur des Gitans. Les Arabes ont peur des Gitans. Les Gitans ont peur des Arabes. Et plus personne n'a peur de la police. Mesdames et messieurs, pour les prochaines élections, inutile de faire vos jeux : ils sont déjà faits. Sachez qu'il n'y a plus que la police pour être la garante de notre lien social. A Perpignan, on peut s'estimer vernis : depuis une semaine, la ville compte un flic pour cent habitants. D'ailleurs il suffit d'entendre les gens : "Tous ces policiers, ça fait quand même du bien".

Là où ça fait mal ?

> Sébastien Navarro

1 - D'après Boumediene, nombre des gens arrêtés n'étaient pas des casseurs mais des "miséreux" profitant des vitrines fracassées pour récupérer de la marchandise.

2 - L'imagerie utilisée par les médias m'a rappelé celle des manifs contre les G8 et autres sommets européens.

la glaire sécuritaire à traversé tous les tissus de notre société

TÉNORS DES BARREAUX

Choisissez votre prison

Le 25 novembre 2004 avait lieu à Paris une réunion publique pour relancer la campagne contre les centres de rétention. Ce genre d'action avait déjà été lancée au cours du printemps 2004, appelant à saboter l'entreprise Bouygues, le plus gros bénéficiaire des appels d'offre pour la construction de nouveaux hyper centres de rétention de sans papiers.

Du début du lancement de la campagne en janvier 2004 suivie d'une journée d'action commune le 17 avril 2004 à aujourd'hui, bon nombre de manifestations et de sabotages à l'encontre des centres de rétention et des filiales privées participant à l'effort de l'Etat d'emprisonner les sans papiers se sont succédées. Seul lieu qui n'ait pas encore été touché par cet activisme anti-centre de rétention est la ville de Toulouse. Pourtant, cette dernière est directement concernée par cette fièvre étatique à développer un véritable business carcéral. En effet, le nouveau centre de rétention de Cornebarrieu (plus d'une centaine de places) devrait être en fonction courant juin 2005. A ce jour, aucune action visant Bouygues, promoteur de ce chantier (plus précisément sa filiale DV Constructions) n'a été recensée. Peut-être une occasion à saisir (combien de sans-papiers pensez-vous que DV Construction emploie sur le chantier à Cornebarrieu ?).

Les lois Sarkozy de 2003 ont permis le prolongement de 12 à 32 jours de la durée maximale de rétention. Cette augmentation du temps d'enfermement ne doit pas être considérée comme une mesure anecdotique mais bien comme une tendance lourde à rejoindre les dispositions les plus répressives de l'espace Schengen (plusieurs mois de rétention renouvelables en Belgique par exemple). Cette homogénéisation prévue est impossible sans la construction de centres high-tech, où tout est fait pour optimiser la

machine à expulser, avec ce vernis d'amélioration des conditions d'enfermement (contrôlées par la Croix-Rouge ?) qui suffira, sans doute, à faire taire les associations humanitaires.

Ce même argument hypocrite de construire des prisons pour améliorer les conditions des détenus, car trop nombreux pour le nombre de places disponibles, est repris pour tous les nouveaux projets d'établissements pénitentiaires présentés. Historiquement, une prison a toujours été construite pour être remplie, jamais pour transférer des prisonniers. A nouvelle prison, nouvelles personnes enfermées. Ce développement de l'univers carcéral sous la forme de statuts spéciaux qui déclinent l'enfermement sous divers modes (adaptés à la personnalité de chacun et au mode de répression qui lui "convient" le mieux) est une logique générale qui se met actuellement en œuvre : prisons spéciales pour les jeunes, bracelet électronique pour certains délits qui jusque là n'étaient pas punis par l'enfermement... à chacun sa prison spéciale. Empêcher la construction des centres de rétention, c'est aussi mettre en échec ce système qui veut nous faire vivre dans, sous la menace, ou simplement à côté d'une prison.

Ce discours montrant la nécessité de construire ces nouveaux projets pénitentiaires a été largement relayé par les médias classiques, notamment Le Monde, qui présentaient les mauvaises conditions de détention comme un argument imposant la venue de nou-

veaux centres aux capacités accrues. Tous ont justifié la bonne volonté de l'Etat par le fait que celui-ci associait des organisations non gouvernementales comme La Croix Rouge pour servir d'organismes de veille. Cette dangereuse association où un soi-disant contre pouvoir serait nommé par la structure étatique même fait tout de suite penser à des accords type "Les accords commerciaux de Cotonou", les gouvernements des pays riches justifiant leur néocolonialisme économique par l'introduction des ONG dans les phases des négociations des partenariats économiques. Les structures type ONG sont explicitement désignées comme des acteurs économiques à part entière.

idéale

Mais au-delà de ces paroles, il vient toujours la même question : "Peut-on accepter que l'absence de papiers constitue un délit dans le code législatif français ?" Il faut savoir que la vie d'un sans-papier n'est qu'une suite d'emprisonnements si celui-ci refuse de se soumettre à la clandestinité qu'impose implicitement la loi française (européenne ?) actuellement. Une peine de 3 mois de prison est quasi automatiquement requise lors d'un premier refus d'embarquement.

> **Benoit**

- 1 - Le site de la coordination anti-rétenant <http://pajol.eu.org/rubrique144.html>
- 2 - L'Etat français a réalisé un appel d'offres sur un budget total de 33 millions d'euros
- 3 - Pour les compte rendus voir : <http://pajol.eu.org/article772.html>
- 4 - Site : <http://www.dv-construction.fr/>
- 5 Petit historique des lois anti-migrants : <http://www.truc.abri.org/>
- 1 "Saleté, promiscuité, violences : revue de détail" Le Monde, Sylvia Zappi, 10 mai 2004
- 2 Le texte officiel : www.epawatch.net

NON À L'EUROPE DE L'EXTRADITION !



à chacun sa prison spéciale

MAÎTRES D'HÔTEL

L'hôtel Bauen autogéré

Deux ans se sont écoulés depuis la transformation de l'hôtel trois étoiles Bauen en une entreprise "tomada". Aujourd'hui il est autogéré par les 100 personnes qui constitue le personnel organisé en coopérative.

Le 21 mars dernier, l'absence de statut juridique légal de l'entreprise n'a pas empêché la célébration de cet anniversaire par une assemblée très nombreuse. Aucune des personnes présentes n'a voulu rater l'occasion d'entendre ceux et celles qui se sont battus pour mettre en place cette nouvelle structure sociale et économique de l'hôtel. Celui-ci est devenu un espace de rencontres, de manifestations culturelles, mis à la disposition d'autres organisations d'ouvriers et de chômeurs.

Dans la salle, ce 21 mars, les deux banderoles portant le mot "autogestion", faisaient référence à la lutte engagée par les travailleurs de l'hôtel pour éviter sa fermeture. L'une de ces banderoles réclamait "l'expropriation définitive et immédiate". Actuellement les employés de l'hôtel n'ont pas de statut juridique leur permettant de travailler dans un cadre légal. Mais cela ne les a pas empêchés de fêter l'appropriation et la réouverture de cet ensemble hôtelier située en plein cœur de Buenos Aires. "Nous avons la force de continuer à nous battre, d'abord pour la légalisation de l'occupation temporaire et ensuite pour l'expropriation définitive", a expliqué Fabio Resino, représentant du Mouvement National des Entreprises Récupérées (MNER). "Je voudrais demander à nos gouvernants de se souvenir de nous", a réclamé Gladys Alegre et Eva Losada a ajouté "Cela est assez difficile pour nous. Nous ne sommes pas des politiques, nous sommes de simples travailleurs-euses qui luttent pour notre poste de travail." Devant les 200 personnes présentes,

une projection de diapositives a retracé le début du conflit. Fernando Arana, travailleur du Bauen, a raconté le processus d'occupation de l'établissement et sa remise en marche : "Après une année de débats entre nous et avec l'aide d'autres entreprises déjà dans le processus d'auto-organisation, nous avons décidé de former une coopérative. Nous sommes allés à une réunion à Chilavert (imprimerie récupérée) et le 21 mars 2003 nous avons pris la décision de gérer les installations de l'hôtel".

Prise de décision

Les travailleurs ont réussi à convaincre le juge en charge du conflit de leur octroyer la garde de l'immeuble. "Nous devions, d'après le juge, simplement occuper les installations. De mars à juin 2004, notre seule rentrée d'argent venait des collectes aux feux rouges. Nous avons fait l'expérience de remettre en marche une entreprise" ; ce combat nous a donné une liberté dont nous n'avions jamais rêvé", s'est exclamé Marcelo Ruarte, président de la coopérative.

"Il y a deux ans, nous sommes rentré(e)s ici avec le MNER et des comités de quartier", nous dit Fabio Resino. "Il y avait une poignée de travailleurs-euses qui ne pensaient pas pouvoir faire fonctionner l'hôtel, mais espéraient surtout reprendre le travail qu'ils avaient perdu un an et demi auparavant. C'était il y a deux ans. Et il y a dix mois, la décision politique d'ouvrir cet hôtel sans tenir compte des décisions judiciaire a été prise".



Le Bauen vendu

Le Bauen avait été vendu en 1997 au groupe chilien Solaris S.A pour 16 millions de pesos (équivalent-dollar à l'époque). A partir de cette date et jusqu'en 2001, cette entreprise n'avait payé qu'une partie de l'immeuble et la même année avait fait faillite. Les Lurcovich, famille propriétaire de l'hôtel à l'origine, ont alors réclamé au juge la restitution de l'immeuble argumentant de l'absence de paiement intégral. Le magistrat a accepté la demande de la famille mais sous la condition qu'elle rende au groupe Solaris l'argent versé, ce qui jusqu'à présent ne s'est toujours pas réalisé. Après la faillite, le magistrat a autorisé les travailleurs à faire fonctionner l'hôtel, mais sous la surveillance d'un syndic. Cependant, comme l'hôtel était toujours déficitaire, le 28 décembre 2001, le syndic a décidé la fermeture. Durant l'année 2002, l'hôtel est resté fermé et ses employés au chômage. A la fin de cette année, une partie d'entre eux est rentrée en contact avec le MNER et le 21 mars 2003 les employés ont décidé l'occupation. Ils ont trouvé un lieu abandonné, l'entrée principe bouchée, les chambres scellées et l'intérieur rongé par la poussière.

L'occupation

"Quand nous avons pris cette décision, nous étions 32 et aujourd'hui il y a plus de 100 compagnons dans cette coopérative", a continué Resino. "On est passé d'une rémunération de 100, 200

pesos à un salaire moyen de 700 pesos. Quand nous avons décidé de réouvrir le Bauen, nous ne l'avons pas fait seulement en pensant aux bénéficiaires personnels, nous avons voulu que cet espace devienne un lieu de rencontres pour tous les travailleurs ainsi que pour les organisations de chômeurs. C'est pour cette raison qu'il est courant de voir dans les salons de l'hôtel des travailleurs du métro de Buenos Aires discuter de leurs luttes, de rencontrer des chômeurs et des organisations populaires. Cela nous remplit d'orgueil. Il y a deux ans, les compagnons et compagnes de cette coopérative n'avaient pas d'expérience syndicale et encore moins d'expérience politique. Dernièrement ils ont parcouru 1 200 kilomètres pour être aux côtés des travailleurs de la céramique Zanon¹ (la plus grande entreprise récupérée, le "fer de lance" de la lutte) qui étaient menacés par le gouvernement provincial". Pendant cette soirée, ont été diffusés des dizaines de messages de soutien dont un provenant du Vénézuéla. Dans l'assemblée, il y avait de nombreux militants mais aussi des députés et des personnalités qui au-delà de leurs différences, ont unanimement pris la défense du personnel de l'hôtel.

► Agence Red Accion (ANRed)

Trad : Fab (santelmo/no-log.org) et Bibas

mailto : redaccion@anred.org

1 - Pour mieux comprendre ce qui s'est passé chez Zanon, voir le film documentaire The Take (La toma) d' Avi Lewis et Naomi Klein

une liberté dont nous n'avions jamais rêvé

VA DE RETRO...

En cette année de
célébration unanimement
discrète de la Loi
de Séparation, nous
vous proposons un texte
garanti d'époque.

Ne dénouons pas...



Je ne connais pas tout de la question. Je n'ai pas suivi les longs débats auxquels elle a donné lieu. Bien plus, je me suis gardé de lire les élucubrations finales que l'on a apposées sur tous les murs, [...] je viens tout simplement vous communiquer les réflexions que me suggère cette comédie.

S'il me plaisait de jouer sur elles mots, je dirai tout d'abord que l'on ne sépare pas plus que l'on associe des entités. L'Etat et l'Eglise, ce ne sont pas des êtres dont l'individualité est bien des-

sinée. Mais je ne jouerai pas. L'Etat et l'Eglise seront pour moi deux associations aux intérêts que je supposerai différents ; je me placerai, autant que possible, au point de vue d'un bon citoyen.

Par suite d'on ne sait pas très bien quelle raison, ses deux associations formèrent, il y a un siècle, un traité d'affaire qui pris le nom de concordat. Le représentant de l'Etat, à cette époque était en même temps un fidèle de

l'Eglise. Il en suivait les us et coutumes à propos de naissances, de mariages, etc. [...] Depuis, bien des gouvernements se sont succédés. Mais tous raisonnaient de la même façon que l'individu ayant jeté les bases du traité.

Or, voilà qu'avec le gouvernement dit de la troisième République vinrent peu à peu au pouvoir des hommes qui, non seulement étaient en désaccord avec l'association de l'Eglise, mais qui la considéraient comme dangereuse à la tranquillité de l'Etat. Ces hommes, dans des discours véhéments ou dans des conférences raisonnées, par des écrits passionnés ou par des études approfondies avaient montré l'enseignement et l'établissement de l'Eglise comme les pires des maux pouvant atteindre une nation. Quelques-uns montraient partout que les directeurs de cette association, "avaient la jupe mouillée", "touchaient de l'argent de l'étranger", "vio- laient et attouchaient petites filles et petits garçons", "se saoulaient et s'em- piffraient comme des pourceaux". D'autres s'attaquaient à l'histoire de cette association, en faisant ressortir son rôle mauvais [...]. D'autres encore, et c'étaient les meilleurs, montraient toute l'absurdité de ses dogmes, mathématiquement, et forts de l'appui de la science, démolissaient pierre par pierre,

la forteresse aux abords redoutables de ses légendes et de ses traditions.

L'arrivée, en grande majorité, de ces contempteurs de l'Eglise à la puissance gouvernementale de l'Etat [...] put faire penser que sitôt là, ils commenceraient le travail pour rompre le traité dit concordat, avec le moins de ménagement possible, car on ne saurait en avoir pour les "gredins de cette espèce". En très peu de temps toutes les Eglises seraient réduites à leurs propres moyens.

Comme une association faite avec un partenaire de mauvaise foi, de mauvaises intentions, ne saurait être inviolable ; comme aussi toute assemblée générale décide de la continuation de l'association ou de la cessation, et que

... tranchons !

l'on a pu constater que la majorité avait choisi comme délégué des hommes ayant marqué la Séparation sur leur programme [...] on peut croire que la chose serait faite dans les huit jours. Il n'en est rien.

Près de trente ans de discussion ont amené à un projet bâtard, tellement curieux, amendé de droite et de gauche, que nul ne sait ce qu'il signifie. [...] Quel que soit le peu de rapport que l'on ait avec ces coquins de la politique, on n'est pas entièrement pur de leur contact. Je sais, pour ma part, que A. Briant, F. de Pressensé, J. Jaurès ne sont pas les idiots que pourraient faire croire la lecture ou leurs élucubrations à la Chambre des députés, en général, à toutes les occasions, mais en particulier à celle de la fabrication de la loi de la Séparation.

Quoi ! des centaines d'hommes se sont réunis des centaines de fois pour savoir si l'on enseignerait parallèlement : que le nommé Jésus n'a pas existé ; qu'il est le "Dieu", le "créateur du monde";

qu'il est un affreux gredin, un faux prophète ; selon les dogmes du positivisme, du catholicisme et du judaïsme. Quoi ! des milliers de personnes ont pu discuter sérieusement comme l'on pourrait enseigner, dans trente six mille communes : qu'une femme ayant accouché d'un gars est encore vierge ; qu'un peu de pâte blanche est de la chair et du sang ; que, contre toute logique, trois font un et un fait trois. Et des milliers d'âneries de même espèce des uns et des autres religions.

Remarquez que je me plais à me servir des arguments de ceux qui ont fait la loi présente. Songez, sans rire [...] à tous les radicaux à tous les socialistes s'occupant sérieusement de louer ou de céder gratuitement les églises, les synagogues aux prêtres à la "jupe mouillée"

aux hypocrites, aux menteurs. Songez qu'il y a là des gens qui savent et qu'ils ont discuté longuement à quel endroit se trouverait, qui assurerait l'intégrité, qui ferait les réparations du local : où on enseignera que Josué a arrêté le soleil ; que trois jours après sa mort, Jésus de Bethléem est ressuscité ; que la mer Rouge c'est ouverte pour livrer le passage aux Juifs.

Quelle moquerie ou quelle bêtise. Quels fourbes ou quels imbéciles.

Ces gens mesurent le degré de poison qu'il faut verser dans le cerveau du populaire. Il n'y a pas encore assez de cabarets, d'écoles laïques, de loges maçonniques, pour supprimer "radicalement" les abrutissoirs catholique, protestant, judaïque ou musulman. D'ailleurs les ouailles que plument les églises sont toujours, en même temps, les bons moutons que tondent les Etats. L'association de ces coquins ne se dénoue pas, elle se tranche.

Albert Libertad - 1905

Remerciements au CIRA de Lausanne

les abrutissoirs catholique, protestant, judaïque ou musulman

4 A. MAUD & A. LIBERTAD
30, rue Muller, 30
PARIS-XVII^e

l'annuaire
PARAISANT TOUS LES JEUDIS

PREMIÈRE ANNEE. — N° 15

DIX CENTIMES

JEUDI 20 JUILLET 1905

LIBER... TERRE

Demi-tour (5)

Résumé (Coquelicots 41 à 43) : Après une altercation de type classiste avec un contremaître, un jeune manutentionnaire prend conscience qu'il est aussi un individu et s'embarque avec sa copine pour le Groenland. Un choix pas si aléatoire que son atlas peut le laisser penser... D'ailleurs que vient faire ce commissaire toulousain qui leur colle aux basques sous prétexte d'exploration Arctique ? Ben, avaler son bulletin de naissance dans un TGV stoppant en gare de Lyon, pardi...

Gaëlle s'est glissée, tel le pied du chasseur esquimau en ses kamiks

dans un superbe peignoir bleu roi griffé Hôtel de l'Ouest en blanc dans le dos et, elle est partie s'enquérir de notre atlas bible. Atlas de la couverture duquel elle a extirpé une feuille de calque format 21/29,7 sur laquelle, depuis ma baignoire lubrique, je voyais nettement des contours noirs coloriés en bleu clair comme l'on fait en classe de CM2 pour représenter la mer. Cette baleine aimait les eaux

internationales, voir internationa- listes. Que le grand Bakounine gelé la couvre de ses bienfaits de voyageur révolutionnaire, là-haut dans le grand vide...

- Tiens, regarde cela, mon précieux lemming au poil si doux.

- Mais c'est le Nord Ouest du Groenland qui est représenté là, ma délicieuse enquiqueuse des banquises !

Entre deux points rouges représentant les villes côtières de Thulé et Qaanaaq, l'inscription 150 km surplom- bait une double flèche noire. En bas de la page une phrase guillemetée était inscrite au crayon : "Notre peuple va s'éteindre si on ne nous accorde pas le droit de retourner vivre sur nos terres". C'était signé Uusaq- qak Qujaukitsoq, inuit de Thulé.

- Cachalot n'est pas blanc bleu, il

nous cache des bricoles, a dit Gaëlle. Un de ses petits seins dressait la tête hors de son habit en éponge blanche et bleue. J'ai fait ma tête de phoque, l'ai gobé d'un coup comme un petit poisson et on a replongé.

> Sévy

LIBRES LIVRES

Main basse sur Alger

Pierre Péan
Éditions Plon

Péan ! Il est anarchiste Péan ? Ça se saurait... Mais peut-être "à l'insu de son plein gré", tellement son dernier livre "Main Basse sur Alger" illustre bien la maxime Proudhonienne : "La propriété, c'est le vol".

Entre deux monarchies qui se succèdent sur le dos de la révolte populaire de l'été 1830, une troupe de margoulines militarisés s'embarque pour Alger sur des bateaux de marque Seillièrre et emportent dans leurs soutes les frères Schneider pour gérer les problèmes d'intendance. Officiellement débarquée pour venger le Consul de France qui aurait été malmené par le chef turc local (le Dey d'Alger), cette joyeuse bande de soudards va en fait fondre sur la Casbah d'Alger et s'approprier des sommes colossales en or, argent... à faire pâlir d'envie les commissionnés d'Elf.

Péan remonte la filière et malgré une tendance à manier plus de chiffres que de mots (faut dire que le sujet s'y prête avec les détournements multiples de ce trésor incroyable) nous conte l'origine de la colonisation algérienne qui a pour but premier un hold-up géant.

Mon grand papa ouvrier chez Schneider au Creusot parlait souvent des "sidis" avec lesquels il avait sympathisé autour de 1920 lors de son service militaire. A mon papa, ouvrier



chez Schneider également, je faisais l'autre jour la pub du livre de Péan en ces termes : "Tu savais que ton Usine Schneider du Creusot avait été construite avec l'argent des "sidis"? On a rigolé... jaune. On s'est souvenu de ces générations de militants, opposants aux maîtres des forges, traités de bandits, pourchassés, emprisonnés... tel Assi leader des grandes grèves de 1870 et membre de la Commune de Paris, déporté en Nouvelle Calédonie où il finira sa vie, Jean Baptiste Dumay maire communal du Creusot en 1871 exilé dix ans en Suisse, les grévistes emprisonnés pour atteinte à "la liberté du

travail" ... et tous ces anonymes licenciés par centaines pour l'exemple après chaque mouvement social... Les Schneider, ces bandits qui exploitèrent la misère ouvrière avec le fruit d'un vol...

Sévy

Exil

Progreso Marin
Éditions Loubatières

"C'en est trop ; vraiment l'on se rend compte des horreurs qu'engendrent la guerre et ses terribles conséquences. Est-ce possible qu'au XX^e siècle pareil carnage se produise, que pareilles atrocités soient permises." Joseph Noëll, maire de Prats-de-Mollo en 1939.

"Les enfants, dans la cour de la prison, étaient en culottes, avec un drap et une petite couverture. Ils devaient rester là toute la journée, même s'ils pleuraient, tu ne pouvais les prendre. Moi, j'étais toujours punie parce que dès que j'entendais pleurer des enfants, je m'échappais, ne serait-ce que pour les balancer un peu. Je me souviens d'Alfredo, il était très beau. Sa mère était enfermée dans une chambre pour qu'elle ne prenne pas son enfant. Tu voyais la mère pleurer à la fenêtre, l'enfant pleurer dans la cour, et moi pleurant de rage contre les fonctionnaires.

La prison des mères est le pire que tu puisses imaginer." Petra Cuevas, emprisonnée en Espagne.

"Comment veux-tu que je me souviens de toutes les actions auxquelles j'ai participé. J'ai fait sauter les quatre ponts sur la Vienne, dynamité de nombreux convois de trains, combattu dans la forêt de Rochechouart, à Confolens, à Chabannais."

La guerre d'Espagne, l'exil, la résistance... Ce livre de mémoire et d'actualité donne la parole aux anonymes qui ont lutté presque à mains nues contre le fascisme. Au fil des témoignages, l'espoir que la liberté finit toujours par s'imposer éclaire ces pages, parfois sombres, d'une lumière réconfortante.

> P. Marin



180 pages - nombreuses illustrations

LES MURS EN PARLENT



Vichy-pirate au niveau rouge dépasse les bornes...

L'album du Coquelicot



Les 10 ans du Coquelicot 23 avril 05

POT DE VIN ET COPINAGE

L'agenda du Coquelicot

Si vous avez la bougeotte... et du temps, le Coq vous conseille :

8 au 30 juillet - Avignon

Le poète libertaire Yves Le Carest sera présent au festival d'Avignon avec deux récitals donnés en alternance "Heureux vers et revers de l'âme et d'ailleurs".

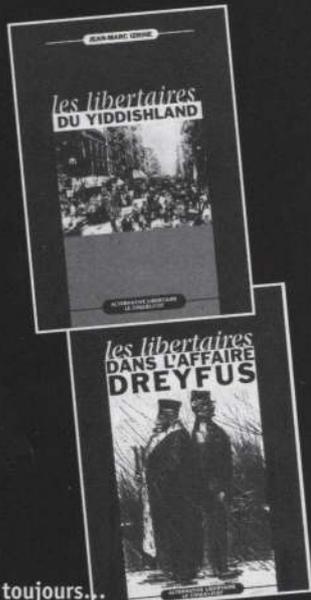
8 au 17 juillet - Foix

9^e festival international de films "Résistances" Cinéma et audiovisuel. Le festival "Résistances" présente cette année cent fictions et documentaires de tous horizons, sur les luttes de résistance à l'oppression qui s'exerce sur les hommes et sur l'environnement.

22 au 24 juillet - Daumazan, Ariège
Festival de Daumazan

16 au 23 juillet - Prades
Festival autour des films de ken Loach.

Plus d'infos, prades.com



Et toujours...



Don Quichotte à la Chapelle 13 au 15 mai 05



Anarphabète 18 juin 05

Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €

de soutien : 23 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

LE COQUELICOT. BP 74078. 31029 TOULOUSE CEDEX4

SOMMAIRE

ÇA M'ENERVE

L'infâme est l'avenir de l'homme 2

LYCÉE PAPILLON

Un beau voyage 2

PAROLES DE LYCÉENNE

De l'usine à l'école... 4

PEAU DE CHAGRIN

Travail pour la vie ou travail marchandise 5

EUROPE SOCIALE

Se réappropriier l'économie et le social 6

EUROPE DÉMOCRATIQUE

Nous n'avons pas voté à gauche 7

FOUET CATALAN

Émeute de Perpignan, la police court toujours 8

TENDONS DES BARREUX

Choisissez votre prison idéale 12

MATTRES D'HOTEL

L'hotel Bauen autogéré 13

VA DE RETRO...

Ne dénouons pas, tranchons ! 14

LIBER... TERRE

Elle s'est glissée ... 15

Directeur de publication :
Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :
Françoise Brami, Juanito Marcos, Pierre Rouault, Sévy.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15,25 €

Abonnement de soutien : 23 €

Boîte postale : 74 078
31029 Toulouse CEDEX 4

e-mail : lecoquelicot@abri.org
site : lecoquelicot.abri.org

Ont été mis à contribution pour ce numéro : Bibas, Benoit, Decibelle, Juanito Marcos, D. Lebœuf, S. Navarro, Françoise, Ravachefolle, Sévy.

Photos : Decibelle, Bibas.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot